

RESUME DU PROJET

Titre : Renforcement du Leadership Féminin par l'Education (ReLeaF-E)

Objectif global du projet

Le projet vise à accroître l'égalité des chances de réussite à l'école pour les filles et d'accroître leur autonomisation en adressant les barrières à leur protection et à la réalisation de leurs droits à l'éducation.

Objectifs spécifiques

1. Soutenir la scolarisation post primaire et secondaire de 500 filles vulnérables (issues de familles indigentes ou déplacées internes ou vivant avec un handicap) de la zone péri-urbaine de Ouagadougou
2. Améliorer l'environnement psychosocial et culturel en faveur de l'accès des filles à une éducation équitable et inclusive
3. Contribuer à l'insertion socioprofessionnelle ou au retour à l'école de 500 filles déscolarisées et non scolarisées de la zone péri-urbaine de Ouagadougou

Résultats attendus

- 500 filles déscolarisées de manière involontaires réinscrites à l'école post primaires et secondaires
- 500 filles non scolarisées et déscolarisées formées en compétences de vie courantes, à la défense de leurs droits à l'éducation et soutenus pour leur insertion socioprofessionnelle
- 10 000 élèves sensibilisés à la prévention des abandons scolaires et autres facteurs de déscolarisation des filles
- 1000 parents sensibilisés sur l'éducation parentale sensible au genre

Zone d'intervention

Le projet sera mis en œuvre dans la zone péri-urbaine de Ouagadougou

Durée du projet

Trois (03) ans.

Structure de mise en œuvre

Aide et Action Internationale – Territoire Sahel

Partenaires

- Ministère de l'éducation nationale de l'alphabétisation
- Ministère en charge du genre, de la famille,
- Ministère de la solidarité nationale et de l'action humanitaire déconcentrés.
- Des organisations de la société civile
- Organisations à base communautaire, organisations féminines

Coût

Coût global : 225 500 000 FCFA

Contribution du promoteur (Aide et Action Internationale) : 67 650 000 FCFA (30 %)

A rechercher : 157 850 000 FCFA (70 %)

Contexte et Justification

Au Burkina Faso, des résultats significatifs ont été obtenus concernant l'éducation des filles et la parité entre les sexes a été atteinte au niveau des taux bruts de scolarisation (depuis 2013 au primaire et 2016 au post-primaire). Cependant, seulement 62 % des filles qui terminent l'école primaire en 2017 sont inscrites au post-primaire. L'accès et le maintien des filles au post-primaire sont toujours des défis majeurs pour le système éducatif au Burkina Faso.

La situation est particulièrement préoccupante en milieu rural et dans les quartiers péri-urbains des grandes villes. Les filles des zones d'habitats spontanés, communément appelées « zones non loties » sont particulièrement confrontées à des normes et pratiques sociales négatives comme le mariage des enfants, les grossesses précoces et autres types de violences basées sur le genre, qui limitent les possibilités à poursuivre leurs études.

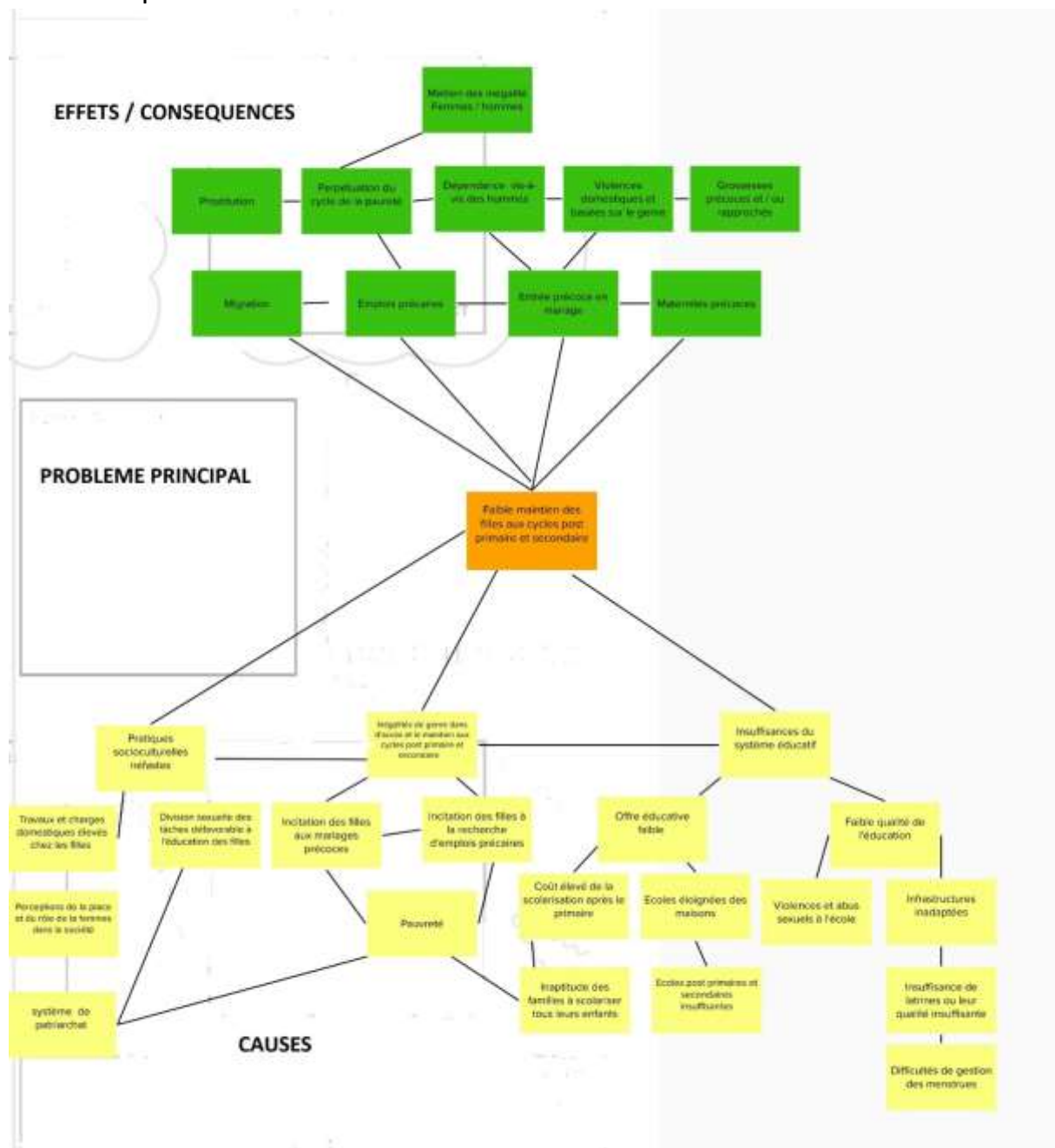
La situation des filles en transition entre les cycles primaire et post primaire est exacerbée par les normes sociales décrites ci-dessus et par l'inaccessibilité des frais liés à la scolarisation pour beaucoup de familles à partir du cycle post-primaire. En effet, l'offre éducative au post-primaire et au secondaire est majoritairement faite par le secteur privé dans la ville de Ouagadougou. Les rares établissements post primaires et secondaires publics sont marqués par des effectifs pléthoriques, pouvant aller jusqu'à 120 élèves par classe dans certains établissements.

A la faveur de la pauvreté ambiante dans ces milieux, le recours à des stratégies inappropriées de survie est fréquents dans les familles, les filles adolescentes étant au premier rang des victimes. Au nombre de ces stratégies néfastes de survie, on peut évoquer la déscolarisation des adolescentes et leur encouragement à contracter des mariages précoces, la prostitution, la déscolarisation ou l'abandon scolaire au profit de petits travaux domestiques ou les migrations vers l'extérieur (réseaux de trafic et de placement de filles dans la sous-région, en Asie (Liban, Arabie saoudite, etc.) ou en Europe.

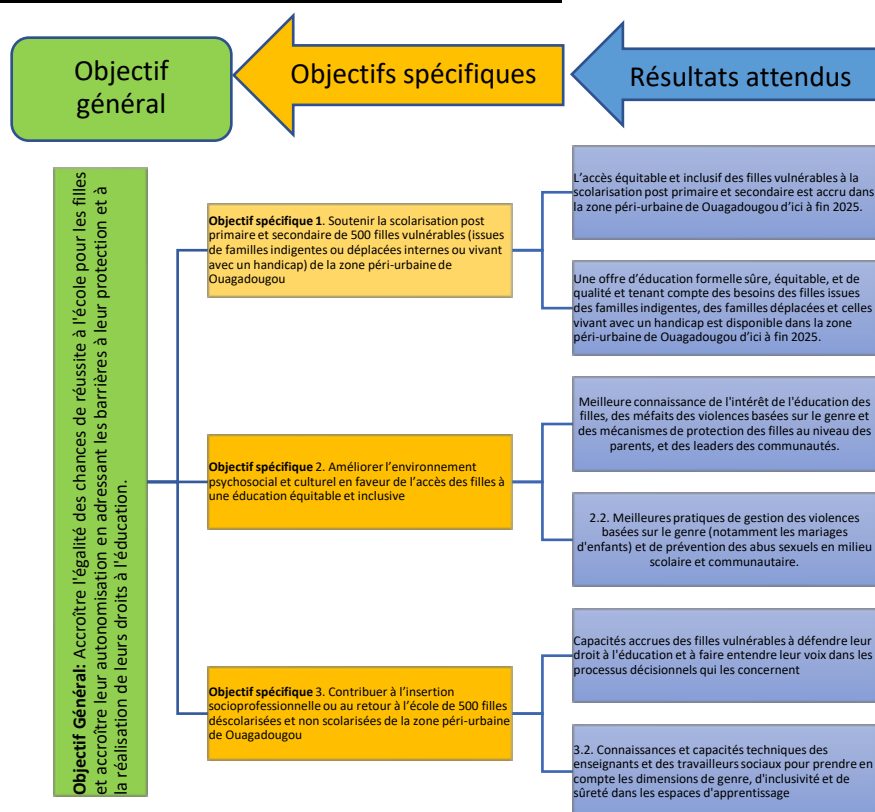
Le Burkina Faso connaît en outre une crise sécuritaire depuis 2015 avec d'énormes conséquences sur les enfants en général et les filles adolescentes en particulier, notamment l'exacerbation des violences à leur endroit. La question de l'éducation des filles se révèle encore plus complexe avec les déplacements de populations liés à la crise sécuritaire et la fermeture des écoles dans de nombreuses régions du pays.

Ces facteurs combinés créent une forte perturbation de la fréquentation scolaire et grossit considérablement les taux d'abandon au niveau des filles adolescentes. Le maintien à l'école au post primaire et au secondaire se révèle donc un grand défi pour de nombreux enfants, principalement pour les filles des milieux pauvres (zones non loties) de Ouagadougou, les déplacées internes et les adolescentes en situation de handicap.

Arbre à problèmes



Théorie du changement



ACTIVITES

1.1.1. Des sessions de sensibilisation de la communauté sur l'importance et la valeur de l'éducation des filles en temps de crise (difficultés diverses au niveau familial et déplacées) et les violences basées sur le genre (Plan intégré de communication).

1.1.2. La formation sur la protection des filles et la prévention des abandons en faveur des acteurs de l'éducation au niveau déconcentré, aux associations de mères et à d'autres groupes communautaires pour soutenir le retour et la fréquentation scolaire des filles.

1.2.1. Appui à la scolarisation au post primaire et au secondaire des filles adolescentes vulnérables

1.2.2. Comités de veille dans la communauté

1.2.3. Clubs scolaires '*touche pas à ma camarade*'

2.1.1. La formation des responsables communautaires, groupes de femmes et travailleurs sociaux sur les violences liées au genre en tant qu'obstacle à l'éducation des filles vulnérables,

2.1.2. La mise en place de campagnes de réintégration et d'inscription des filles déscolarisées contre leur volonté (pauvreté, handicap, déplacées) dans les écoles tenant compte de leurs spécificités

2.2.1. Organisation d'une identification active des déscolarisées et non scolarisées vulnérables

2.2.2. L'appui à la mise en place et le renforcement des capacités de clubs de filles adaptés à la lutte contre les VBG en milieu scolaire et communautaire

3.1.1. La mise en place de mesures incitatives à l'accès et au maintien des

Cadre Logique

	Description	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens et sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Accroître l'égalité des chances de réussite à l'école pour les filles et accroître leur autonomisation en adressant les barrières à leur protection et à la réalisation de leurs droits à l'éducation.			
Objectifs spécifiques	<p>1. Soutenir la scolarisation post primaire et secondaire de 500 filles vulnérables (issues de familles indigentes ou déplacées internes ou vivant avec un handicap) de la zone péri-urbaine de Ouagadougou</p> <p>2. Améliorer l'environnement psychosocial et culturel en faveur de l'accès des filles à une éducation équitable et inclusive</p> <p>3. Contribuer à l'insertion socioprofessionnelle ou au retour à l'école de 500 filles déscolarisées et non scolarisées de la zone péri-urbaine de Ouagadougou</p>	Réalisation du droit à une éducation inclusive et équitable pour 1000 filles vulnérables (issues de familles indigentes, déplacées internes ou en situation de handicap) dans la zone péri-urbaine de Ouagadougou accrue.	Rapport d'évaluation du projet	
Résultats attendus	<p>1.1. L'accès équitable et inclusif des filles vulnérables à la scolarisation post primaire et secondaire est accru dans la zone péri-urbaine de Ouagadougou d'ici à fin 2025.</p> <p>1.2. Une offre d'éducation formelle sûre, équitable, et de qualité et tenant compte des besoins des filles issues des familles indigentes, des familles déplacées et celles vivant avec un handicap est disponible dans la zone péri-urbaine de Ouagadougou d'ici à fin 2025.</p> <p>2.1. Meilleure connaissance de l'intérêt de l'éducation des filles, des méfaits des violences basées sur le genre et des mécanismes de protection des filles au niveau des parents, et des leaders des communautés.</p>	<p>Taux d'achèvement des filles et des garçons au post primaire et au secondaire à la fin du projet</p> <p>Taux d'abandon des filles et des garçons dans les écoles de la zone d'intervention en fin 2025</p> <p>Nombre de filles vivant avec un handicap inscrites chaque année au primaire et au post primaire</p>	<p>Annuaire statistiques</p> <p>Rapports d'activités</p>	

	<p>2.2. Meilleures pratiques de gestion des violences basées sur le genre (notamment les mariages d'enfants) et de prévention des abus sexuels en milieu scolaire et communautaire.</p> <p>3.1. Capacités accrues des filles vulnérables à défendre leur droit à l'éducation et à faire entendre leur voix dans les processus décisionnels qui les concernent</p> <p>3.2. Connaissances et capacités techniques des enseignants et des travailleurs sociaux pour prendre en compte les dimensions de genre, d'inclusivité et de sûreté dans les espaces d'apprentissage</p>	<p>Nombre d'écoles disposant de latrines adaptées aux besoins des filles et des garçons</p> <p>Nombre de filles accompagnées pour leur scolarisation au post primaire et au secondaire</p> <p>Nombre de filles déscolarisées / non scolarisées ayant pris part aux séances de renforcement de leurs capacités</p> <p>Nombre de mécanismes endogènes de lutte contre les violences basées sur le genre mises en place dans la zone d'intervention</p> <p>Nombre d'enseignants formés sur l'approche EQAmE(Ecole de Qualité Amie des Enfants)</p> <p>Nombre de clubs de filles mis en place</p>	Rapport d'évaluation (étude de base) – évaluation à mi-parcours - Finale	
Activités	<p>1.1.1. Des sessions de sensibilisation de la communauté sur l'importance et la valeur de l'éducation des filles en temps de crise (difficultés diverses au niveau familial et déplacées) et les violences basées sur le genre (Plan intégré de communication).</p>	<p>Nombre d'actions de sensibilisations organisées</p> <p>Nombre de familles touchées</p> <p>Nombre mères et pères de familles prenant l'engagement de soutenir leurs filles</p>	<p>Plan de Intégré de communication</p> <p>Rapports d'activités</p> <p>Prises de vues</p> <p>Témoignages collectés</p>	

	<p>1.1.2. La formation sur la protection des filles et la prévention des abandons en faveur des acteurs de l'éducation au niveau déconcentré, aux associations de mères et à d'autres groupes communautaires pour soutenir le retour et la fréquentation scolaire des filles.</p> <p>1.2.1. Appui à la scolarisation au post primaire et au secondaire des filles adolescentes vulnérables</p> <p>1.2.2. Comités de veille dans la communauté</p> <p>1.2.3. Clubs scolaires <i>'touche pas à ma camarade'</i></p> <p>2.1.1. La formation des responsables communautaires, groupes de femmes et travailleurs sociaux sur les violences liées au genre en tant qu'obstacle à l'éducation des filles vulnérables,</p> <p>2.1.2. La mise en place de campagnes de réintégration et d'inscription des filles déscolarisées contre leur volonté (pauvreté, handicap, déplacées) dans les écoles tenant compte de leurs spécificités</p> <p>2.2.1. Organisation d'une identification active des déscolarisées et non scolarisées vulnérables</p> <p>2.2.2. L'appui à la mise en place et le renforcement des capacités de clubs de filles adaptés à la lutte contre les VBG en milieu scolaire et communautaire</p> <p>3.1.1. La mise en place de mesures incitatives à l'accès et au maintien des filles à l'école.</p> <p>3.1.2. La formation des enseignants et des travailleurs sociaux sur l'apprentissage sensible au genre et sur le soutien psychosocial des filles victimes de violences et déplacées internes.</p>	<p>Nombre d'acteurs éducatifs formés par sexe</p> <p>Nombre de filles ayant bénéficié d'un accompagnement à la scolarisation</p> <p>Nombre de comité de veille mis en place</p> <p>Nombre de clubs fonctionnels</p> <p>Nombre de filles au sein des clubs</p> <p>Nombre de personnes formés par profil et par sexe sur les VBG</p> <p>Nombre de filles déscolarisées réinscrites à l'école</p> <p>Nombre de séances de sensibilisation mises en œuvre par les clubs de filles</p> <p>Nombre et types de mesures incitatives mises en place</p> <p>Nombre travailleurs sociaux formés par sexe</p> <p>Nombre d'enseignants formés par sexe</p> <p>Nombre de filles victimes de violence prises en charge</p> <p>Nombre de filles déscolarisées et non scolarisées bénéficiaires de</p>	<p>Rapports de formation</p> <p>Listes de présence</p> <p>Photos et vidéos réalisées</p> <p>PV de mise en place des comités</p> <p>Base de données des clubs / Listes des membres des clubs</p> <p>Plans d'activités des clubs</p> <p>Reçus de réinscription</p> <p>Certificats de scolarité des filles réinscrites</p> <p>Bulletins de notes des élèves réinscrites</p> <p>Contrats passés dans le cadre de la formation technique et professionnelles des femmes</p> <p>Rapports de focus-group avec les filles / leurs parents</p>	
--	---	---	---	--

	3.2.1. La formation des enseignants et les travailleurs sociaux sur la création d'espaces d'apprentissage formels et non formels sûrs, inclusifs et respectueux de l'égalité des sexes	formations techniques et professionnelles		
	3.2.2. Formation techniques et professionnelle des filles déscolarisées et non scolarisées	Nombre de filles déscolarisées / non scolarisées accompagnées pour leur insertion socioprofessionnelle		
	3.2.3. Accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle des filles déscolarisée et non scolarisées			

Budget

Nature des dépenses par objectif spécifique	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût total (FCFA)	Montant recherché	Contribution de l'OSC
OS1. Soutenir la scolarisation post primaire et secondaire de 500 filles vulnérables (issues de familles indigentes ou déplacées internes ou vivant avec un handicap) de la zone péri-urbaine de Ouagadougou				62 500 000	43 750 000	18 750 000
Soutien au maintien des filles aux cycles primaires et post primaire	Fille	500	125 000	62 500 000		
OS 2. Améliorer l'environnement psychosocial et culturel en faveur de l'accès des filles à une éducation équitable et inclusive				20 000 000	14 000 000	6 000 000
Mobilisation sociale - Intervention d'organisations à base communautaire - Plan Intégré de communication	Activité	10	2 000 000	20 000 000		
OS 3. Contribuer à l'insertion socioprofessionnelle ou au retour à l'école de 500 filles déscolarisées et non scolarisées de la zone péri-urbaine de Ouagadougou				50 000 000	35 000 000	15 000 000
Formation aux compétences de vie courantes / Mise en place de clubs droits des filles / Réinsertion scolaire ou professionnelle des filles	Fille	500	100 000	50 000 000		
Frais d'opération et de gestion du projet				93 000 000	65 100 000	27 900 000
Coordination suivi-évaluation	Année	3	6 000 000	18 000 000		
Equipements - Salaires – Charges...	Année	3	25 000 000	75 000 000		
COUT TOTAL DU PROJET				225 500 000	157 850 000	67 650 000
				100%	70%	30%

Matrice d'analyse des risques

No	Risques	Probabilité de survenue	Manifestations	Mitigation
1	Risques socio-culturels	Moyenne	Non adhésion au projet par les parents / tuteurs des filles bénéficiaires directes	Communiquer avec les hommes, les époux, les compagnons et les parents à travers des champions / influenceurs sur les avantages de poursuite des études par les filles
3	Coordination inefficace, dysfonctionnement au sein des partenaires de mise en œuvre	Moyenne	Conflits d'intérêts au sein des structures	Mise en place de conventions de partenariat faisant ressortir les rôles et attributions des structures dans le projet
4	La suspension du financement par le bailleur	Faible	Arrêt du projet par manque de ressources financières	Participation de l'OSC promotrice au financement du projet à au moins 25% en vue d'assurer une continuité minimale du projet en cas de difficulté
6	Les risques liés à l'environnement politique et géopolitique	Moyenne	Occurrence de troubles sociaux, manifestations, grève des enseignants, débrayage des élèves	Neutralité politique de l'OSC promotrice - Collaboration avec les organisations de la société civile et le secteur privé en vue d'éviter l'arrêt des activités du projet en cas de troubles
7	Les risques sanitaires	Faibles	Survenue d'épidémie / Résurgence de la COVID 19	Prévoir un budget d'acquisition de dispositifs de protection (dispositif de lavage de mains- kits de produits d'hygiène...)
	Risques sécuritaires	Faibles	Attaques terroristes / Interdiction aux filles d'aller à l'école par des extrémistes	Communication sur les modes de protection en cas d'attaque au bénéfice des filles, des garçons et des parents
8	L'environnement juridique et politique national	Moyen	Non application des lois / Violations graves des droits humains	Mise en place de lignes vertes / Mise en place d'un mécanisme de gestion de plaintes / dénonciation des violence et violations de la loi
9	Risque de détournement des ressources	Moyen	Utilisation des ressources à des fins personnelles / Non respect des procédures de gestion - Corruption	Mise en place d'un bon système de gestion - Contrôles réguliers - Audits périodiques

Matrice d'évaluation par le marqueur genre selon le modèle de l'ONG Care: Projet de Niveau 4 (Transformatif)

QUESTION	JUSTIFICATION (JOINDRE LES DOCUMENTS OU LES LIENS CORRESPONDANTS)
Analyse de la situation	L'analyse de la situation prend en considération des données sexospécifiques qui incluent des éléments sur les inégalités d'accès à la scolarisation à partir des cycles post primaire et secondaire. L'analyse fait ressortir une combinaison de facteurs dans l'environnement socioculturelle, le système éducatif, les stéréotypes sexistes et autres facteurs trouvant des sources de renforcement dans le patriarcat. Il ressort ainsi une nécessité d'intervenir en vue de réduire les inégalités et de rétablir les droits légitimes des filles à l'éducation Le projet se donne donc pour vocation de s'attaquer aux pesanteurs socioculturelles et aux autres facteurs à l'origine de ces inégalités dans l'accès et le maintien des filles aux cycles de scolarisation post-primaire et secondaire
Activités	Les activités ont été identifiées de manière à répondre aux besoins spécifiques des filles de la zone péri-urbaine de Ouagadougou, confrontées à des pratiques socioculturelles défavorables à la poursuite de leurs études après le cycle primaire. Des activités propres à réduire les égalités de genre en matière d'éducation ont été donc prévues, au bénéfice des filles des zones non loties et les autres filles vulnérables (issues de familles indigentes, orphelines, filles vivant avec un handicap, filles issues de familles déplacées internes). En outre, un ensemble d'activités visant à opérer des changements de perception et des mentalités relatives à la position de la femme en général et des jeunes filles en particulier au sein de la société ont été prévues. Il y a aussi des activités tendant à renforcer les compétences de vie courantes des filles. Elles permettront aux filles de prendre conscience de leurs droits et de s'organiser en vue de les défendre, que ce soit de manière individuelle ou collective. Des activités d'autonomisation économique, de leadership et de renforcement du pouvoir des jeunes filles seront aussi mises en œuvre à travers des formations spécifiques, un accompagnement à l'accès aux moyens de production et un accompagnement à l'entrepreneuriat.
Participation aux processus du projet	Le processus du projet adopte une démarche participative à toutes les étapes, du diagnostic à l'évaluation en passant par la mise en œuvre. Un Comité de pilotage intégrant des ministères clés tels que celui en charge du genre et de la famille, les ministères en charge de l'éducation, de la jeunesse et de la formation professionnelle sera mis en place. La participation active des organisations de jeunes filles, des élèves, des leaders d'associations de femmes, des responsables coutumiers et religieux sera requise à toutes les étapes du cycle du projet. Le projet s'intéressera en outre à certaines minorités, telles que les filles vivant avec un handicap, les filles orphelines, celles issues des familles indigentes ou victimes de déplacements forcés du fait de la crise sécuritaire.
Systèmes de suivi et d'évaluation	Un comité de suivi sera mis en place en collaboration avec toutes les parties prenantes du projet. Une équipe de projet sera déployée pour la mise en œuvre des activités, en collaboration avec un réseau de partenaires. Un dispositif de suivi-évaluation sera conçu et permettra un suivi régulier des activités ainsi que l'évolution des indicateurs. Un rapport sur la mise en œuvre du projet sera établi chaque trimestre et une session semestrielle du Comité de pilotage sera tenue sur toute la durée du projet. Une collecte de données de référence sera organisée en début de projet en vue d'établir la situation de départ avant l'amorce des activités du projet proprement dit. Une évaluation finale sera conduite en fin de projet